



syndicat

**interprofessionnel
de travailleuses et
travailleurs**



Genève, le 14 octobre 2015

Chers-ères collègues,

Le 8 septembre dernier, le Conseil d'État a présenté son projet du budget 2016. Malgré le fait qu'il ne soit que très légèrement déficitaire (70 millions sur 7,8 milliards, soit 0,9%), que le spectre du déclenchement du frein à l'endettement s'éloigne, et que les recettes fiscales continuent d'augmenter, ce projet de budget est assorti de mesures d'économie radicales sur le dos du personnel et des prestations à la population :

- Augmentation du temps de travail hebdomadaire de 40 à 42h,
- Gel des embauches et facilitation des licenciements,
- Coupes budgétaires et réduction des effectifs,
- Non versement de l'annuité.

Avec ces mesures, le Conseil d'Etat vise la réduction de 5% des charges en personnel en 3 ans. Contrairement à ce que prétend le Conseil d'Etat, cet objectif se traduira également par des licenciements, une dégradation des conditions de retraite, et une atteinte majeure aux prestations à la population.

Cet objectif n'a rien à voir avec la conjoncture économique ou la dette du Canton : il vise uniquement à anticiper plus d'un demi-milliard de pertes fiscales que le Conseil d'Etat s'apprête à faire subir au Canton en réduisant de moitié l'imposition des entreprises.

Emploi, temps de travail, salaires, protection contre les licenciements arbitraires, retraites et prestations à la population, le Conseil d'État attaque le service public sur tous les fronts. La mobilisation du personnel contre cette attaque sans précédent est légitime et nécessaire.

Afin d'informer le personnel et de préparer la mobilisation contre ces mesures, le SIT et le SSP organisent deux

Assemblées du personnel de l'administration cantonale

➤ **mercredi 28 octobre 2015, de 12h30 à 13h30, Maison de quartier de la Jonction
18bis avenue Ste Clotilde**

ou

➤ **jeudi 29 octobre 2015, de 18h à 19h, Maison des Associations – salle Maathai
15 rue des Savoises**

Participez nombreux-ses à l'une ou l'autre de ces assemblées.

Défendons le service public !